



Hérault

## ARRETE MUNICIPAL N°2024/440

### DIAGNOSTIC DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT ARRETE PERMANENT

Le Maire de Cournonterral :

- VU les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3, du Code des Collectivités Territoriales, relatifs aux pouvoirs de police du Maire.
- VU le Code de la Route et notamment les articles R 411-3 et R 411-25, Article L 115-1 du code de la voirie routière
- VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents ;
- VU la demande de l'entreprise de la Régie des eaux pour des diagnostic des réseaux d'assainissement sur la commune de Cournonterral, travaux exécutés par les entreprises CITEC et SARP SOMES.
- **Considérant** que pour assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de neutraliser provisoirement le stationnement et la circulation dans la voie publique suivante :

### COMMUNE DE COURNONTERRAL

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'autorisation est donnée à l'entreprise de la régie des eaux, travaux exécutés par les entreprises CITEC et SARP SOMES d'effectuer des travaux de diagnostic des réseaux d'assainissement sur la commune de Cournonterral à partir du 07/10/2024. Le stationnement sera interdit et la circulation pourrait être coupée le temps des travaux.

**ARTICLE 2** : La responsabilité de l'entreprise de la Régie des eaux sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait de la conséquence de la présente réglementation.

**ARTICLE 3** l'entreprise de la Régie des eaux restera responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient résulter de l'existence et de l'exploitation des conduites, des canalisations et des ouvrages.

**ARTICLE 4** : Les demandeurs devront se conformer à toutes dispositions ou obligations réglementaires non prévues par le présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Les demandeurs ne pourront, sous peine de sanctions, occuper le domaine public ou privé défini ci-après, qu'en possession du présent arrêté, ainsi que de l'éventuelle autorisation rectificative d'occupation.

**ARTICLE 6** : Les prescriptions au présent arrêté seront rappelées par la pose de barrières installées et **un panneau d'interdiction de stationner et de circuler qui seront mis en place** par l'entreprise de la Régie des eaux.

**ARTICLE 7** : Les demandeurs devront afficher en permanence, visible du domaine public, le présent arrêté et les éventuelles autres autorisations, qui devront pouvoir être produites à toutes réquisitions des Services de Police, de Gendarmerie et ceux de la Ville.

**ARTICLE 8** : Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

**ARTICLE 9** : l'entreprise de la Régie des eaux devra informer le service de la Police Municipale de toutes modifications pouvant survenir durant la présente autorisation.

**ARTICLE 10** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 11** : A défaut de respect des conditions ci énoncées, la présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à tout moment.

**ARTICLE 12** : Le Maire et les Agents de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 13** : Ampliation de cet arrêté sera transmise à :

Au chef de la Police Municipale  
Au Service Technique  
Au Chef de corps des Sapeurs-Pompiers  
A l'entreprise de la Régie des eaux

Fait à CURNONTERRAL,  
LE 01/10 /2024  
LE MAIRE, William ARS



*Monseigneur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressés au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.  
Certifié exécutoire compte tenu de la publication à Cournonterral.*